PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL (NOMINATIFS) N°IDF-008-2024-12

PUBLIÉ LE 4 DÉCEMBRE 2024

# Sommaire

**Agence Régionale de Santé / Agence régionale de santé d'Ile-de-France-Direction de l'Offre de Soins (DOS) - Pôle Efficience Département politique du médicament et des produits de santé**

IDF-2024-11-21-00010 - Arrêté/DOS/EFF/OFF/2024/130 constatant la caducité d'une licence d'une officine de pharmacie (2 pages) Page 3

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France / Pôle Politique du travail**

IDF-2024-12-03-00010 - Décision n°2024-198 du 3 décembre 2024 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'Unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France (8 pages) Page 6

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France / Pôle Politiques du Travail**

IDF-2024-12-04-00002 - Arrêté n° 2024-626 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 15

IDF-2024-12-04-00001 - Arrêté n° 2024-627 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 18

IDF-2024-12-04-00003 - Arrêté n° 2024-628 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 21

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France / Unité Régionale**

IDF-2024-12-04-00004 - Arrêté n° 2024-629 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE) (2 pages) Page 24

Agence Régionale de Santé

IDF-2024-11-21-00010

# Arrêté/DOS/EFF/OFF/2024/130 constatant la caducité d'une licence d'une officine de pharmacie

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Agence Régionale de Santé Île-de-France

# AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

## ARRÊTÉ N° DOS/EFF/OFF/2024/130

## constatant la caducité d'une licence d'une officine de pharmacie

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, à compter du 29 avril 2024 ;

**VU** l'arrêté n° DS 034/2024 du 29 avril 2024, publié le 30 avril 2024, portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France à Monsieur Arnaud CORVAISIER, Directeur de l'offre de soins et à plusieurs de ses collaborateurs ;

**VU** l'arrêté en date du 10 novembre 1942, portant octroi de la licence n°75#000190 aux fins de création d'une officine de pharmacie sise 143 rue Saint-Denis à Paris (75002) ;

**VU** l'arrêté n° DOS/EFF/OFF/2024/38 en date du 17 avril 2024 ayant autorisé le transfert d'une officine de pharmacie vers le 29 rue Turbigo à Paris (75002) et octroyant la licence n°75#001923 à l'officine de pharmacie ainsi transférée ;

**VU** la déclaration en date du 04 octobre 2024 par laquelle Monsieur Photios ANAGNOSTOU informe l'Agence régionale de santé de l'ouverture effective au public de l'officine sise 29 rue Turbigo à Paris (75002) suite à transfert et restitue la licence n° 75#000190 ;

**CONSIDERANT** que l'officine de pharmacie issue du transfert autorisé par arrêté du 17 avril 2024 susvisé, sise 29 rue Turbigo à Paris (75002) et exploitée sous la licence n°75#001923, est effectivement ouverte au public à compter du 1er octobre 2024 ;

**CONSIDERANT** que l'ouverture au public de l'officine exploitée sous la licence n°75#001923 entraîne la caducité de la licence n°75#000190 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de constater cette caducité ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er :** Est constatée, à compter du 1er octobre 2024, la caducité de la licence n°75#000190, du fait de l'ouverture effective au public, sous la licence n°75#001923, de l'officine de pharmacie issue du transfert vers le local sis 29 rue Turbigo à Paris (75002).

**ARTICLE 2e :** Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification de l'arrêté pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

**ARTICLE 3e :** Le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France.

Fait à Saint-Denis 21 novembre 2024

Le Directeur général
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France

Par délégation

Le Directeur du Pôle Efficience

Signé

Fabien PERUS

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2024-12-03-00010

# Décision n°2024-198 du 3 décembre 2024 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'Unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

**Décision n°2024-198 du 3 décembre 2024**
**portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérims de l'Unité départementale de Paris de la DRIEETS d'Ile-de-France**

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région d'Ile-de-France,

**Vu** le code du travail, notamment ses articles R 8122-1 et suivants.

**Vu** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

**Vu** l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 nommant Monsieur Gaëtan RUDANT directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France à compter du 1er avril 2021,

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 mars 2024 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

**Vu** la décision n° 2021-23 du 01 avril 2021 du directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile de France relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de l'unité départementale de Paris.

**DÉCIDE**

**Article 1 :** Les inspecteurs et contrôleurs du travail sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant les unités de contrôle du département de Paris, tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne A de l'annexe en vigueur.

**Article 2 :** les agents du corps de l'inspection du travail sont chargés de l'intérim des postes soit non pourvus, soit vacants en raison de l'absence de longue durée de leur titulaire, tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne B de l'annexe en vigueur.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionné tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne C de l'annexe en vigueur.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur mentionné à l'annexe en vigueur, le pouvoir de décision est assuré par l'inspecteur chargé d'assurer l'intérim de celui-ci en application de l'article 5.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-2° du code du travail, le contrôle de tout ou partie des établissements d'au moins cinquante salariés qui ne serait pas assuré par les contrôleurs du travail est confié aux inspecteurs du travail tel que défini dans le tableau des affectations, d'intérims et de suppléances des sections, référencés dans la colonne D et E de l'annexe en vigueur.

**Article 5 :** En cas de vacance de poste, d'absence ou d'empêchement pour une durée inférieure à un mois d'un ou plusieurs agents de contrôle désignés à l'article 1 ci-dessus, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

**Unité de contrôle des 1er et 2ème arrondissements : UC 01-02**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 3ème, 4ème ou 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème, des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 1er et 2ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'Unité de contrôle des 3ème, 4ème ou 11ème arrondissements, du 12ème arrondissement ou de l'unité de contrôle des 19ème et 20ème arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 1er et 2ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 3ème, 4ème ou 11ème arrondissements, du 12ème arrondissement ou des 19ème et 20ème arrondissements.

**Unité de contrôle des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements : UC 03-04-11**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème, des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle 1er et 2ème arrondissements, du 12ème arrondissement ou des 19ème et 20ème arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, du 12ème arrondissement ou des 19ème et 20ème arrondissements.

**Unité de contrôle des 5èmes, 6ème et 7ème arrondissements : UC 05-06-07**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème ou 11ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème, des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 10ème et 18ème arrondissements, du 17ème arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 10ème et 18ème arrondissements, du 17ème arrondissement ou des transports.

**Unité de contrôle du 8ème arrondissement : UC 08**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 9ème arrondissement, 13ème et 14ème arrondissements, 15ème ou 16ème arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 8ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'unité de contrôle du 9ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.
L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 9ème arrondissement.

**Unité de contrôle du 9ème arrondissement : UC 09**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 8ème arrondissement, 13ème et 14ème arrondissements, 15ème ou du 16ème arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 9ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail de l'unité de contrôle du 8ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 9ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 8ème arrondissement.

**Unité de contrôle des 10ème et 18ème arrondissements : UC 10-18**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème, des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 10ème et 18ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, du 17ème arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 10ème et 18ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 5ème, 6ème, 7ème arrondissements, du 17ème arrondissement ou des transports.

**Unité de contrôle du 12ème arrondissement : UC 12**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 17ème, des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 12ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1ers et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements, des 10ème et 18 ème et 17ème, 19ème et 20ème arrondissements, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 12ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1ers et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements ; des 10ème et 18ème et 17ème, 19ème et 20ème arrondissements.

**Unité de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements : UC 13-14**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle du 15ème, du 16ème arrondissement, du 8ème arrondissement ou du 9ème arrondissement ou par la directrice du secteur 2.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 13ème et 14ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle du 15ème arrondissement, ou du 16ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle du 15ème arrondissement, ou du 16ème arrondissement.

**Unité de contrôle du 15ème arrondissement : UC 15**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle, des 13ème et 14ème arrondissements, du 16ème arrondissement, du 8ème arrondissement ou du 9ème arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 15ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements, ou du 16ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 15ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 16ème arrondissement ou des 13ème et 14ème arrondissements.

**Unité de contrôle du 16ème arrondissement : UC 16**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements, du 15ème arrondissement, du 8ème arrondissement ou du 9ème arrondissement.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 16ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements, ou du 15ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 16ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 13ème et 14ème arrondissements, ou du 15ème arrondissement.

**Unité de contrôle du 17ème arrondissement : UC 17**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème ; des 19ème et 20ème arrondissements ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle du 17ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème ; du 12ème ; des 19ème et 20ème arrondissement ou des transports, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle du 17ème arrondissement ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème ; du 12ème ; des 19ème et 20ème arrondissement ou des transports.

**Unité de contrôle des 19ème et 20ème arrondissements : UC 19-20**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème arrondissement ou des transports.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle des 19ème et 20ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème et 11ème arrondissements ou du 12ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle des 19ème et 20ème arrondissements ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des agents de contrôle des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, 3ème, 4ème et 11ème arrondissements ou du 12ème arrondissement.

**Unité de contrôle Transport : UC TR**

L'intérim du responsable de l'unité de contrôle est assuré par l'un des responsables des unités de contrôle des 1er et 2ème arrondissements, des 3ème, 4ème ou 11ème arrondissements, des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements, du 12ème arrondissement, du 17ème arrondissement ou des 19ème et 20ème arrondissements.

L'intérim des inspecteurs du travail est assuré par l'un des inspecteurs de l'unité de contrôle transport du département ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements ou du 17ème arrondissement, ou par le responsable de l'unité de contrôle.

L'intérim des contrôleurs du travail est assuré par l'un des agents de contrôle de l'unité de contrôle transport du département ou en cas de vacance temporaire, d'absence ou d'empêchement simultanés, par un des inspecteurs du travail des unités de contrôle des 5ème, 6ème et 7ème arrondissements, des 10ème et 18ème arrondissements ou du 17ème arrondissement.

**Article 6** : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du Code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent lorsque l'action le rend nécessaire aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de l'unité départementale de Paris.

**Article 7 :** La décision n° 2024-180 du 4 novembre 2024 est abrogée.

**Article 8** : Le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France est chargé de l'application de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France.

Fait à Aubervilliers, le 3 décembre 2024

Le directeur régional et interdépartemental
de l'économie, de l'emploi, du travail
et des solidarités d'Île-de-France,

**SIGNÉ**

Gaëtan RUDANT

*Annexe :*
*Tableau des affectations des agents de contrôle*

**Tableau des affectations des agents de contrôle dans les unités de contrôle des services d'inspection du Travail de l'UD de Paris. Gestion des intérims et de la suppléance. Annexé à la décision.**

| UC | Section | Ardt | NOM et Prénom | Grade | UC / Section Interim > 1 mois | décisions administratives Art. R.8122-11-1° | éts. de ≥ de 50 salariés Art. R.8122-11-2° | éts. de + de 300 salariés Art. R.8122-11-2° |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 01-02** | **RUC** | **1-2** | **BENARD Marie-Claude CARPENTIER Jérémie en intérim** | DAT | | | | |
| UC 01-02 | 1-1 | 1 | MATHIEU Loic | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-2 | 1 | GIP Fanny | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-3 | 1 | MORISSEAU Noémie | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-4 | 1 | CREANTOR Arsène | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-5 | 1 | Intérimaire | IT | GIP Fanny | | | |
| UC 01-02 | 1-6 | 2 | LUGUET Emmanuel | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-7 | 2 | Intérimaire | IT | LUGUET Emmanuel | | | |
| UC 01-02 | 1-8 | 2 | SAHEL Samia | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-9 | 2 | JACQUEMIN Fatim | IT | | | | |
| UC 01-02 | 1-10 | 2 | Intérimaire | IT | CADIOU Benjamin | | | |
| UC 01-02 | 1-11 | 2 | CADIOU Benjamin | IT | | | | |
| **UC 03-04-11** | **RUC** | **3-4-11** | **CARPENTIER Jérémie** | DAT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-1 | 3 | HOFFMAN Mathilde | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-2 | 3 | GODIN Véronique | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-3 | 3 | GRUNHARD Tom | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-4 | 4 | Intérimaire | DAT | RAMBAUD Françoise | | | |
| UC 03-04-11 | 3-5 | 4 | RAMBAUD Françoise | DAT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-6 | 11 | PICHERY Maud | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-7 | 11 | EL HABBAD Farida | CT | | GLEMET Christelle « entreprises de moins de 50 salariés uniquement» | CARPENTIER Jérémie | CARPENTIER Jérémie |
| UC 03-04-11 | 3-8 | 11 | TRAN VAN TI Maximilien | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-9 | 11 | LAGARDE Stéphane | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-10 | 11 | GLEMET Christelle | IT | | | | |
| UC 03-04-11 | 3-11 | 11 | DUSSEUX Elise | IT | | | | |
| **UC 05-06-07** | **RUC** | **5-6-7** | **TREMEL Pierre** | DAT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-1 | 5 | FUSINA Marc | DAT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-2 | 5 | Intérimaire | DAT | TREMEL Pierre | | | |
| UC 05-06-07 | 5-3 | 5 | ASTRI Marie-Claude | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-4 | 6 | Intérimaire | IT | DELOCHE Damien | | | |
| UC 05-06-07 | 5-5 | 6 | MARVALIN Valérie | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-6 | 6 | LABSSI Mornia | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-7 | 7 | ZEROUALI Samira | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-8 | 7 | DELOCHE Damien | IT | | | | |
| UC 05-06-07 | 5-9 | 7 | MEDJOUDJ-MEZHAR Noura | IT | | | | |
| **UC 08** | **RUC** | **8** | **PEYRON Patrice** | DAT | | | | |
| UC 8 | 8-1 | 8 | DUBOIS Gabrielle | IT | | | | |
| UC 8 | 8-2 | 8 | BOURJOLLY Nathalie | IT | | | | |
| UC 8 | 8-3 | 8 | WUEST Justine | IT | | | | |
| UC 8 | 8-4 | 8 | PENELA Catarina | IT | | | | |
| UC 8 | 8-5 | 8 | Intérimaire | CT/IT | SAVEAN Micheline | TISBA Nadège | TISBA Nadège | TISBA Nadège |
| UC 8 | 8-6 | 8 | MORTREUIL Florence | IT | GOMES Lionel | | | |
| UC 8 | 8-7 | 8 | PONCE-KAHOUL Sarah | IT | | | | |
| UC 8 | 8-8 | 8 | TISBA Nadège | IT | | | | |
| UC 8 | 8-9 | 8 | SCHORSCH Mélissa | IT | | | | |
| UC 8 | 8-10 | 8 | SAVEAN Micheline | CT/IT | | PENELA Catarina | | |
| UC 8 | 8-11 | 8 | BRESSON Eloïse | IT | | | | |
| UC 8 | 8-12 | 8 | Intérimaire | IT | BOURJOLLY Nathalie | | | |
| UC 8 | 8-13 | 8 | FREDERIC Caroline | IT | | | | |
| UC 8 | 8-14 | 8 | GOMES Lionel | IT | | | | |
| UC 8 | 8-15 | 8 | LAVABRE Virginie | IT | | | | |
| UC 8 | 8-16 | 8 | Intérimaire | IT | LAVABRE Virginie | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 09** | **RUC** | **9** | **Intérimaire** | DAT | BERTRAND Michel | | | |
| UC 09 | 9-1 | 9 | VIDAL Roselyne | IT | | | | |
| UC 09 | 9-2 | 9 | BLETTNER Honorine | IT | | | | |
| UC 09 | 9-3 | 9 | PEREIRA Céline | IT | | | | |
| UC 09 | 9-4 | 9 | HERER Cécile | IT | | | | |
| UC 09 | 9-5 | 9 | HUMBERT James | IT | | | | |
| UC 09 | 9-6 | 9 | GEAGEA Hanane | IT | | | | |
| UC 09 | 9-7 | 9 | MORIO Caroline | IT | | | | |
| UC 09 | 9-8 | 9 | AINSEBA Djamila | IT | | | | |
| UC 09 | 9-9 | 9 | DEROO BLANQUART laetitia | IT | | | | |
| UC 09 | 9-10 | 9 | JAKUBOWSKI Pierre | CT / IT | | AINSEBA Djamila | AINSEBA Djamila | AINSEBA Djamila |
| UC 09 | 9-11 | 9 | DELADREC Aurore | IT | | | | |
| **UC 10-18** | **RUC** | **10-18** | **L'HOSTIS Ismérie** | DAT | | | | |
| UC 10-18 | 10-1 | 10 | MANIER Christelle | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-2 | 10 | MALLEVRE Philippe | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-3 | 10 | GOY Sébastien | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-4 | 10 | OU-RABAH Samuel | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-5 | 10 | WATERNAUX Marion | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-6 | 10 | KAPUSCINSKI Chloé | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-7 | 10 | GOUT Philippe | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-8 | 10 | PHILIBERT Arnaud | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-9 | 18 | **Intérimaire** | IT | RULLE Betty | | | |
| UC 10-18 | 10-10 | 18 | LE HERICY DURAND Edouard | IT | | | | |
| UC 10-18 | 10-11 | 18 | **intérimaire** | IT | L'HOSTIS Ismérie | | | |
| UC 10-18 | 10-12 | 18 | RULLE Betty | IT | | | | |
| **UC 12** | **RUC** | **12** | **ALMERAS Elodie** | DAT | | | | |
| UC 12 | 12-1 | 12 | Intérimaire | IT | Jean Michel GARCIA | | | |
| UC 12 | 12-2 | 12 | ANDRIEU David | IT | | | | |
| UC 12 | 12-3 | 12 | CANGOU-MINOS Eliane | IT | | | | |
| UC 12 | 12-4 | 12 | Intérimaire | IT | JEAN-LOUIS Manuel | | | |
| UC 12 | 12-5 | 12 | JEAN-LOUIS Manuel | IT | | | | |
| UC 12 | 12-6 | 12 | GARCIA Jean-Michel | IT | | | | |
| UC 12 | 12-7 | 12 | Intérimaire | IT | ANDRIEU David | | | |
| UC 12 | 12-8 | 12 | ALMERAS Elodie | DAT | | | | |
| **UC 13-14** | **RUC** | **13-14** | **Intérimaire** | DAT | **SAOULI Lydia** | | | |
| UC 13-14 | 13-1 | 13 | BERNARD Laure | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-2 | 13 | ABDELGHANI Mourad | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-3 | 13 | MARTEL Thierry | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-4 | 13 | DOS SANTOS OLIVEIRA Carlos | IT | | * | | |
| UC 13-14 | 13-5 | 13 | MOUALHI Nisar | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-6 | 13 | CHEVREAU Barbara | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-7 | 14 | LANG Samira | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-8 | 14 | SOK Angkeavattey | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-9 | 14 | FULCHIGNONI Aurelia | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-10 | 14 | MALBOIS Estelle | IT | | | | |
| UC 13-14 | 13-11 | 14 | Julia LOPES-PEREIRA | IT | | | | |
| **UC 15** | **RUC** | **15** | **SAOULI Lydia** | DAT | | | | |
| UC 15 | 15-1 | 15 | MUNIER Delphine | IT | | | | |
| UC 15 | 15-2 | 15 | DUPONT Vanessa | IT | | | | |
| UC 15 | 15-3 | 15 | LE NAOUR Marc | IT | | | | |
| UC 15 | 15-4 | 15 | NOUCK Alice | IT | | | | |
| UC 15 | 15-5 | 15 | MAILLET Christèle | IT | | | | |
| UC 15 | 15-6 | 15 | TOUNKARA Fatimata | IT | | | | |
| UC 15 | 15-7 | 15 | ZERGOUG Same | IT | | | | |
| UC 15 | 15-8 | 15 | BOLORE Benoit | IT | | | | |
| UC 15 | 15-9 | 15 | JULIEN Jean-Christophe | IT | | | | |
| **UC 16** | **RUC** | **16** | **BERTRAND Michel** | DAT | | | | |
| UC 16 | 16-1 | 16 | MAROTAUX Nathalie | IT | | | | |
| UC 16 | 16-2 | 16 | LAVA Nathalie | IT | | | | |
| UC 16 | 16-3 | 16 | DURAND Flora | IT | | | | |
| UC 16 | 16-4 | 16 | HAUVILLE Anthony | IT | | | | |
| UC 16 | 16-5 | 16 | SCHWOB Jean-Bernard | IT | LAVA Nathalie | | | |
| UC 16 | 16-6 | 16 | COLNA Claude | CT/IT | | HAUVILLE Anthony | HAUVILLE Anthony | HAUVILLE Anthony |
| UC 16 | 16-7 | 16 | AUBER Olivier | IT | | | | |
| UC 16 | 16-8 | 16 | CAZEAUD Julie | IT | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **UC 17** | **RUC** | **17** | **HAMPARTZOUMIAN Stéphane** | DAT | | | | |
| UC 17 | 17-1 | 17 | FABRONI Nicole | IT | | | | |
| UC 17 | 17-2 | 17 | CLAIRFAYT Marine | IT | | | | |
| UC 17 | 17-3 | 17 | Intérimaire | IT | HAMPARTZOUMIAN Stéphane | | | |
| UC 17 | 17-4 | 17 | WESQUY Hugo | IT | | | | |
| UC 17 | 17-5 | 17 | CHARCOSSET Aude | IT | | | | |
| UC 17 | 17-6 | 17 | MOUHEB Claire | IT | | | | |
| UC 17 | 17-7 | 17 | LESAINT Andréa | IT | | | | |
| **UC 19-20** | **RUC** | **19-20** | **AYMEN DE LAGEARD Lucile** | DAT | | | | |
| UC 19-20 | 19-1 | 19 | COHADE Marie | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-2 | 19 | JORRO Elise | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-3 | 19 | BRIAND Eric | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-4 | 19 | Intérimaire | IT | BRIAND Eric | | | |
| UC 19-20 | 19-5 | 19 | REYNAUD Valentine | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-6 | 20 | ARNUEL Hervé | CT/IT | | AYMEN DE LAGEARD Lucile | AYMEN DE LAGEARD Lucile | AYMEN DE LAGEARD Lucile |
| UC 19-20 | 19-7 | 20 | COUPE Claire | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-8 | 20 | CHEURFA Lounès | IT | | | | |
| UC 19-20 | 19-9 | 20 | PEZ Marine | IT | | | | |
| UC TR | RUC | | **LOISET Stéphane** | DAT | | | | |
| UC TR | TR-1 | | Marie HUBERT | IT | | | | |
| UC TR | TR-2 | | BEAUD Arthur | IT | | | | |
| UC TR | TR-3 | | AMOROSI Léa | IT | | | | |
| UC TR | TR-4 | | BRIANTAIS Emeline | IT | | | | |
| UC TR | TR-5 | | BURDIN Yann | IT | | | | |
| UC TR | TR-6 | | Intérimaire | DAT | LOISET Stéphane | | | |
| *Grade = CT: Controleur du Travail - IT* | | | IT = Inspecteur du travail; DAT= directeur adjoint du travail | | éts: établissements | | | |

# Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2024-12-04-00002

# Arrêté n° 2024-626 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE)

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ N° 2024-626**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,**
**PRÉFET DE PARIS,**

**Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;

**Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;

**Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;

**Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le 04 juillet 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 21 novembre 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;

**Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de la société à responsabilité limitée à associé unique (EURL), dénomination « **LIRIA AUDIT-CONSEIL-FORMATION** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

DRIEETS d'Île-de-France
21 rue Madeleine Vionnet
93300 AUBERVILLIERS

**Article 1er :**

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

**LIRIA AUDIT-CONSEIL-FORMATION**
Numéro de déclaration : 119 222 937 92
61 rue de Lyon
75012 PARIS

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour les formateurs ci-après désignés : Madame CROISE Laëtitia et Messieurs LOPEZ Steeve et MARIVAT Laurent. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 04 décembre 2024

Pour le directeur régional et par délégation,
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

**Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens www.telerecours.fr

# Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2024-12-04-00001

# Arrêté n° 2024-627 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE)

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ N° 2024-627**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,**
**PRÉFET DE PARIS,**

**Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;

**Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;

**Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;

**Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le 15 juillet 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 21 novembre 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;

**Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de la société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), dénomination « **AFFINE EXPERTISE** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

DRIEETS d'Île-de-France
21 rue Madeleine Vionnet
93300 AUBERVILLIERS

**Article 1er :**

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

**AFFINE EXPERTISE**
Numéro de déclaration : 117 569 417 75
5 rue le Bua
75020 PARIS

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour le formateur ci-après désigné : Monsieur SULTAN Benjamin. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 04 décembre 2024

Pour le directeur régional et par délégation,
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

**Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens www.telerecours.fr

# Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2024-12-04-00003

# Arrêté n° 2024-628 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE)

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ N° 2024-628**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,**
**PRÉFET DE PARIS,**

**Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;

**Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;

**Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;

**Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le 18 septembre 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 21 novembre 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;

**Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de l'association, dénomination « **CENTRE DE FORMATION DE L'UNSA FERROVIAIRE** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

DRIEETS d'Île-de-France
21 rue Madeleine Vionnet
93300 AUBERVILLIERS

**Article 1er :**

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

**CENTRE DE FORMATION DE L'UNSA FERROVIAIRE**
Numéro de déclaration : 117 563 356 75
56 rue du Faubourg Montmartre
75009 PARIS

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour les formateurs ci-après désignés : Madame DUMONTIER Sandrine et Messieurs DUBREUIL Thierry, DELBAR Frédéric et GIRARDOT Ludovic. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 04 décembre 2024

Pour le directeur régional et par délégation,
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

**Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens www.telerecours.fr

# Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France

IDF-2024-12-04-00004

# Arrêté n° 2024-629 portant agrément d'un organisme pour la formation économique des membres du comité social et économique (CSE)

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

**ARRÊTÉ N° 2024-629**

**PORTANT AGRÉMENT D'UN ORGANISME POUR LA FORMATION ÉCONOMIQUE DES MEMBRES DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (CSE)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,**
**PRÉFET DE PARIS,**

**Vu** les articles L. 2311-2 et suivants du code du travail relatifs au comité social et économique ;

**Vu** les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-63 et R. 2315-9 du code du travail relatifs à la formation de représentants du personnel au comité social et économique ;

**Vu** les articles R. 2315-12 à R. 2315-16 du code du travail relatifs aux obligations des organismes de formation ;

**Vu** la circulaire DRT n°12 du 27 septembre 1983 du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté IDF-2021-03-31-00001 du 31 mars 2021, de Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, portant délégation de signature à Monsieur Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France (DRIEETS) en matière administrative, et la décision portant subdélégation de signature à la responsable du pôle politiques du travail de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la demande d'agrément formulée le 14 septembre 2024 par l'organisme auprès de la DRIEETS Île-de-France ;

**Vu** la consultation et l'avis favorable émis le 21 novembre 2024 par le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) d'Île-de-France ;

**Considérant**, que l'instruction de la demande a permis d'établir l'aptitude de la société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), dénomination « **MILOPRA FORMATION** » à dispenser la formation économique des représentants du personnel au comité social et économique conformément à la réglementation en vigueur ;

**ARRÊTE**

DRIEETS d'Île-de-France
21 rue Madeleine Vionnet
93300 AUBERVILLIERS

**Article 1er :**

L'agrément prévu par les articles L. 2315-16, L. 2315-17, L. 2315-18, L. 2315-63 et R. 2315-8 du code du travail est délivré à l'organisme suivant :

**MILOPRA FORMATION**
Numéro de déclaration : 117 567 932 75
1 rue de Stockholm
75008 PARIS

**Article 2** : cet agrément est valable à compter de la notification de la présente décision, et pour la formatrice ci-après désignée : Madame HAGE Youssra. Tout changement de formateur ou de modification du contenu de la formation, devra faire l'objet d'une demande d'instruction auprès de la DRIEETS Île-de-France.

**Article 3** : Conformément à l'article R. 2315-14 du code du travail, la présente habilitation peut faire l'objet d'un retrait si l'organisme susvisé cesse de répondre aux qualifications ayant justifié son inscription sur la liste préfectorale concernant, notamment, son aptitude à assurer la formation, les capacités de ses formateurs, la non remise ou la remise incomplète du compte rendu annuel d'activité.

**Article 4** : Conformément à l'article R. 2315-15 du code du travail, une attestation d'assiduité, destinée à l'employeur, devra être délivrée au stagiaire à la fin du stage.

**Article 5** : Conformément à l'article R. 2315-16 du code du travail, l'organisme susvisé devra remettre avant le 30 mars de chaque année à la DRIEETS Île-de-France, un compte rendu de ses activités au cours de l'année écoulée.

**Article 6** : Le préfet, secrétaire général pour les affaires de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris et le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 04 décembre 2024

Pour le directeur régional et par délégation,
Le responsable du service relations du travail,

**SIGNÉ**

**Guy LEBON**

**Voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa réception, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. La décision contestée doit être jointe au recours. Ce tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens www.telerecours.fr